



**LBDH/003/2021**

**Bujumbura, 06 février 2021**

### **DECLARATION DE LA LIGUE ITEKA A L'OCCASION DE SON 30<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE : QUELLE EST L'IMAGE DU PAYS AU POINT DE VUE DEMOCRATIQUE ET DROITS DE L'HOMME ?**

A son 30<sup>ème</sup> anniversaire, la Ligue ITEKA est préoccupée par l'image actuelle du Burundi sur le plan démocratique et des droits de l'homme. Depuis sa création, la Ligue Iteka a constamment contribué à l'édification d'un Burundi unitaire et démocratique conformément à sa vision.

En effet, la Ligue ITEKA célèbre son anniversaire au moment où les avancées en matière de la démocratie et des droits de l'homme ont connu une régression significative.

La Ligue ITEKA se réjouissait déjà de l'existence et du dynamisme des organisations de la société civile, des médias indépendants et des partis politiques. Néanmoins, la crise de 2015, consécutive à l'annonce de la troisième candidature de feu Président Pierre Nkurunziza a mis à eau tous les acquis.

Actuellement, le Burundi est sous la loupe de ses partenaires depuis 5 ans suite à sa situation précaire des droits de l'homme et de la démocratie. Depuis 2016, le Burundi a été mis sur l'agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies, sous sanctions de l'UE, sous l'enquête de la commission des Nations Unies et de la CPI.

En outre, depuis l'ère des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique, le Burundi n'avait jamais connu des réfugiés politiques tel qu'aujourd'hui où on enregistre une dizaine d'organisations de la société civile et des médias radiés et/ou suspendus qui opèrent en exil ainsi que des leaders de la majorité des partis politiques de l'opposition. Des violations récurrentes des droits de l'homme telles que des exécutions extrajudiciaires, des assassinats, des enlèvements, des violences sexuelles et basées sur le genre, des tortures, des arrestations et détentions arbitraires des opposants et prétendus opposants sont constamment observées.

A son 30<sup>ème</sup> anniversaire, la Ligue ITEKA qui avait tant contribué à la consolidation de la paix et la démocratie au Burundi, déplore qu'elle n'a plus son existence légale avec d'autres acteurs clés pour le développement tels que les organisations de la société civile, les médias indépendants et les partis politiques de l'opposition.



# LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME

"ITEKA" association sans but lucratif

*Agréée par l'ordonnance ministérielle n°530/0273 du 10 novembre 1994 revoyant l'ordonnance 550/029 du 6 février 1991*

*Membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (F.I.D.H)*

A cette occasion, la Ligue ITEKA recommande :

## **Au Gouvernement du Burundi :**

- d'œuvrer pour la paix et le rétablissement d'un Etat de droit ;
- d'initier des dialogues avec les acteurs clés du développement qu'ils soient à l'interne ou à l'extérieur du pays ;
- de traduire en justice les auteurs des violations.

## **Aux partenaires du Burundi :**

- d'user de leur influence pour contraindre le Gouvernement burundais à restaurer un Etat de droit et démocratique.

## **Aux acteurs clés au développement du Burundi :**

- de continuer à œuvrer pour la paix et le développement du pays.

## **A la population :**

- de rester solidaire et de ne pas céder aux sollicitations et enseignements divisionnistes ou toute sollicitation dans le sens de la violence.
- de dénoncer tout acte de nature à semer ou à entretenir l'insécurité.

**Fait à Bujumbura, 06 février 2021**

**Anschaire NIKOYAGIZE**



**Président de la Ligue Iteka**